

cerises

la coopérative

Humeur de Cerises

Le dernier recensement révèle que sur 256 500 habitants(es), Mayotte compte 48% « d'étrangers ». Et les 52 autres % de cette colonie française sont étrangers de qui ?

Le Brexit va coûter, selon la Direction concernée, 200 douaniers(es) à Calais et sur la côte environnante. Ah, si on avait pu embaucher autant de travailleurs(es) sociaux (ales) pour les migrants(es)...

Agenda militant

16 mars

[-Mobilisations climat](#)
[La marche du siècle](#)

[-Marche des solidarités](#)
[Contre le racisme](#)
[et les violences policières](#)

[-Acte 18 Ultimatum](#)
[La France entière à Paris](#)

19 mars

[C'est la grève !](#)

23 mars

[Quel exercice pour la démocratie ?](#)
[Bourse du travail, Paris](#)

26 mars

[Rencontre avec Isabelle Garo autour de son livre Communisme et stratégie](#)

Citoyens de beauté

Les révolutions, même trahies, même confisquées, laissent derrière elles d'incroyables espérances, capables de creuser le lit d'inçoupçonnables ruisseaux souterrains. Quand ces eaux-là confluent et rejaillissent, elles sont capables de tout emporter sur leur passage. La jeunesse algérienne n'a rien oublié des promesses de novembre, de l'horizon de liberté, d'égalité, de démocratie et de justice sociale vers lequel regardaient ses aïeux, ceux qui prirent les armes contre un système colonial charpenté par la négation de l'humanité.

Au coude à coude, quatre générations occupent les rues d'Alger, d'Oran, d'Annaba ou d'Adrar, unies par le même rêve algérien. Il ne s'agit pas seulement de chasser le clan d'un président impotent : c'est tout le « système » que les protestataires entendent « dégager », qu'il prenne le visage de vieux généraux autoritaires, arrogants et repus, celui de politiciens corrompus s'exprimant dans une langue morte ou celui d'affairistes véreux, gavés à la dilapidation de la rente pétrolière, aux chantiers démesurés, aux marchés publics truqués. Par millions, les Algériens clament leur exigence de dignité. Ils veulent voir les insolentes richesses du pays mises au service du peuple. Ils veulent bâtir un pays guéri du désir généralisé de fuite, un pays qui ne regarderait plus ses enfants prendre les flots sur des embarcations de fortune, en quête de futur mais promis à une mort presque certaine en Méditerranée. Les défilés ces jours-ci, étaient habités par la mémoire des « harragas », ces désespérés qui brûlent leurs papiers avant de tenter la périlleuse aventure de l'exil...

Tout un peuple s'est levé dans la paix, dans l'allégresse, en toute conscience, tirant les leçons des années noires de guerre intérieure contre les intégristes, instruit des expériences incertaines ou chaotiques des « printemps » voisins. Dans les arcanes d'un pouvoir aussi machiavélique qu'opaque se trament d'obscurs scénarii. Mais quoiqu'il adviene, les Algériennes et les Algériens ont repris voix et leur marche vers une seconde indépendance nous évoque, pour l'heure, ces vers de Jean Sénac : « J'ai vu le peuple le plus beau de la terre / Sourire au fruit et le fruit se donner. » ●

Rosa Moussaoui,
journaliste à l'Humanité



Fin du grand débat

Le mouvement des Gilets Jaunes est à un tournant. Après 4 mois de mobilisation inédite, où en sommes-nous ? L'équipe de Cerises a sollicité le témoignage de 3 militants impliqués dans le mouvement pour ses notes d'actualité, et y consacre 4 pages.



© bricelegall.com



Grand débat. la colonne « autres questions »...

Saint-Jean Brévelay, petite commune du centre Morbihan, 2800 habitants. 29 d'entre eux et moi participons au grand débat national. L'assistance n'est pas jeune mais il y a néanmoins des trente et quarantennaires. Et aussi un jeune homme de 16 ans, membre du conseil municipal des jeunes, Anthony. Le maire, honnête homme naguère de sensibilité PS aujourd'hui prudemment sans étiquette, est amicalement salué par chacun-e. La jeune femme déléguée de la préfecture a posé le décorum. Un tableau pour chacune des questions du président et, prudemment, un supplémentaire intitulé « autres questions ». J'y participe, sans illusion avec l'envie peut-être un peu fine de m'adresser à mes concitoyens. Ne pas être incongrue ? Alors j'ouvre le bal. Partant de la revendication première des gilets jaunes, je parle du droit à la mobilité pour aboutir à la gratuité des transports. Surprise, cinq ou six interventions m'emboîtent le pas, évoquent ce qui rend âpre le quotidien rural : pas de transport donc le stop à quatre heures du matin pour se rendre à l'usine agroalimentaire où l'on emploie en nombre des femmes seules avec enfants. Et quand la panne survient, pas d'argent pour réparer la voiture donc impossibilité de conserver l'emploi. Et puis le transport scolaire calamiteux qui impose parfois plus de deux heures de trajet aux collégiens qui habitent les lieux-dits, loin de la départementale. Re-surprise. À Saint-Jean on « n'étaie » pas ses malheurs ! Pourtant, c'est presque un cri qui surgit, une dame aux cheveux gris revêtue de son gilet jaune intervient et raconte sa pauvreté à 750 € dont 500 partent au loyer. La dame fait des émules dans l'assistance, ce sont des vies qui s'égrènent toutes en dessous du seuil de pauvreté. Et pendant ce temps-là la déléguée de la préfecture remplit la colonne « autres questions ».

Augmenter les bas salaires, restaurer les EHPAD, redonner des moyens aux hôpitaux, redonner des moyens à l'éducation nationale, réouvrir des gares, aller vers la gratuité des transports. Une foule de propositions émergent du public et chacun aimerait que les finances publiques permettent de réaliser la proposition qui est la sienne. Et l'argent ? Et les finances publiques ? Comment ne pas déshabiller Paul pour habiller Pierre ? Je me dis que c'est le moment. Avec la crainte d'être interrompue pour cause de discours politique je parle sans doute un peu trop vite quand j'évoque les 56 milliards d'euros accaparés par l'actionnariat et donc qui échappent à la sphère sociale alors que cette valeur émane de la société elle-même. Troisième grosse surprise de la soirée l'écoute est extrêmement attentive, quelques personnes hochent de la tête lorsque j'évoque l'éviction de l'actionnariat et la nécessité de décider sur les ronds-points mais aussi dans les entreprises.

Et Anthony, le jeune homme de 16 ans, n'a pas pris la parole mais il tient à m'expliquer : « Ce n'est pas en prenant de l'argent à tout le monde sauf aux riches qu'on va changer quelque chose. C'est pour ça que je suis pour le rétablissement de l'ISF »

● CATHERINE DESTOM BOTTIN



Echos de Saône et Loire

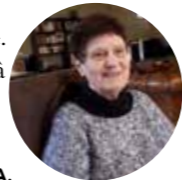
Des militants d'organisations diverses ont décidé de s'immerger dans le mouvement des Gilets Jaunes, sans étiquette, sans faire de discours mais sans abandonner leurs convictions afin de construire ensemble en s'inscrivant dans le prolongement des questions exprimées. Ce qui frappe c'est la qualité du débat et de l'écoute. Elle ne relève pas de la tolérance mais de la soif de partager les savoirs pour explorer l'inédit. Auparavant, nous avons créé un Conseil d'habitants dans notre commune, indépendant de tout pouvoir institutionnel et exerçant une activité délibérative pour que le vrai pouvoir revienne aux habitants. Nous participons à leurs initiatives et ils participent aux nôtres. Ces échanges d'expériences provoquent souvent l'enthousiasme ; les participants sont contents d'eux-mêmes et cela participe de la prise de conscience. Le mouvement évolue en permanence : en quelques semaines on est passé de l'énoncé des revendications à la recherche de solutions.

Les questions de démocratie émergent immédiatement ; les GJ ne dissocient pas les revendications de la question des pouvoirs pour le peuple à la différence des mouvements traditionnels. Ils ne veulent plus être « représentés » ce qui induit de la verticalité et sont à la recherche de formes d'organisation horizontales. Si certains considèrent que « nos représentants » sont « pourris » et réclament de « bons représentants » ; d'autres pensent autrement : « Ce n'est pas pour mieux comprendre notre colère et nos revendications que le gouvernement veut des « représentants » : c'est pour nous encastrer et nous enterrer !... Si on nomme des « représentants », des « porte-paroles », ça finira par nous rendre passifs... Le mouvement des Gilets jaunes réclame... le pouvoir au peuple, par le peuple, pour le peuple ». (Appel Commercy 2 Déc 2018)

Voilà qui interpelle la conception de la démocratie et le rapport entre luttes et politique.

La dénonciation des injustices sociales et fiscales ouvre sur un positionnement de classe mais pas encore sur une conscience de classe, encore que parfois l'expression « lutte des classes » apparaisse. Les Gilets Jaunes visent l'Etat et les élus davantage que le grand patronat et les banques. Ils sont sensibles aux inégalités davantage qu'à l'exploitation même si le mot capitalisme revient. La remise en cause du pouvoir des actionnaires et des banques passe par une clarification : les intérêts des artisans, commerçants et PME sont de plus en plus divergents de ceux des grandes entreprises.

Ces questionnements ouvrent sur des enjeux systémiques et ils en ont conscience. Ils tentent maintenant de prendre davantage le temps d'élaborer des réponses jusqu'à présent éludées par la politique traditionnelle.



● JOSIANE ZARKA.

Gilets Jaunes, Sous l'empire de l'affrontement

Le mouvement social se poursuit, profond, puissant mais se mue avec le temps. Ce n'est plus celui du début éclatant de fierté, bouleversant de témoignages, ni celui des idées bouillonnantes pour un futur à décrocher. Les Gilets Jaunes sont à la phase de l'affrontement à ce pouvoir institutionnel. Les engagements d'occupation et de manifestation ont commencé à refluer mais pas le soutien populaire, loin de là ! Les signes de soutien populaire demeurent : klaxons des automobilistes, signes des passants, dons d'argent ou de nourriture. Nos concitoyens issus de l'immigration, prudents au début, sont à présent dans ce soutien. Ce qui a été perdu sur la droite bourgeoise a été compensé sur les quartiers populaires.

L'engagement demeure fort, très fort, mais focalisé sur l'affrontement. Comment gagner ? Le passage des idées foisonnantes et souvent rêveuses a été dépassé pour s'en remettre aux invitations centralisées.

Il n'y a pas de centre stratégique clair, les consignes sont brouillonnes et un peu divergentes mais l'attention des Gilets Jaunes est soutenue par l'idée de « faire famille » et de poursuivre les manifestations dans leurs formes variées. La violence imposée par les « autonomes » est de plus en plus décriée, rejetée. Expérience

concrète que cette voie brutale est d'abord destructrice pour le mouvement populaire, un allié du pouvoir.

La bataille est difficile, très difficile. Les « figures » historiques évoluent elles aussi, au fil de leurs expériences personnelles. Le pouvoir, les médias qui se dévoilent clairement inféodés (mais il serait utile d'en décrire le processus de domination, qui n'est pas l'ordre reçu). Ils sont guidés par le Monsieur Thiers de notre époque, poussent à la désignation de chefs. Ces « chefs » qui ont émergé ont servi de cible. Ils en ont pris plein la gueule, au propre comme au figuré. Jérôme y perd un oeil, Eric ne peut plus prononcer une parole sans tomber sous le coup d'une menace de procès. Exemplaire, le langage convenu des médias pour parler de ces leaders est « personnage controversé »... Castaner n'est pas un « controversé », Fly rider si. Saleté de médias ! Face à cela les « figures » tentent de s'unir, proposer des perspectives, s'entourer de « spécialistes ». L'exercice est très difficile. Un dirigeant syndical dispose d'une expérience, d'un entourage aux relations déjà éprouvées avec ses confiances acquises, rien de tout cela pour les leaders Gilets Jaunes. La sincérité évidente des

premiers personnages symboliques est confrontée aux défections de ceux qui entrent dans une stratégie personnelle, également à des entourages carriéristes plus rompus à la ruse et qui construisent leurs notoriétés personnelles en collant aux initiateurs. La vie, la vie tout simplement, comme pour la Commune de Paris dans son déroulé.

Cela produit des stratégies centrales diversifiées mais qui n'ont pas fait éclater le mouvement (à ce jour) cimenté par l'obsession de l'affrontement. Ceux qui poussent par tous les moyens à un corpus revendicatif minimaliste (l'ancien Vallsiste P. Pascot, la Val d'Oisienne Laetitia Dewalle...) avec renoncement au principe de justice fiscale pour cibler une baisse de la TVA sur les produits de première nécessité (représentant 5€ par personne, une nouvelle fois pris sur le budget de l'Etat, les services publics). Ceux qui sont attachés à faire payer les riches, tel l'avocat normand à la popularité

montante. Il y a ceux qui sont demeurés à l'étape précédente, centrés sur le « qu'est-ce qu'on revendique », « comment on fonctionne entre nous » dans la veine de « Nuit Debout » symbolisés par Commercy. Ces derniers sont la porte d'entrée rassurante des militants traditionnels longtemps restés sur le côté par méfiance...

Les forces politiques ont commencé à se désinvestir, happées par l'approche des élections européennes. Ce phénomène n'est pas nécessairement volontaire mais de nombreux militants passent à de nouveaux engagements. C'est sensible pour France Insoumise ou Debout la France, de façon plus marginale pour Asselineau. A l'opposé, le mouvement syndical bouge (dans la douleur) et se rapproche autour d'opérations commandos de blocages. De quoi maintenir l'affrontement social et faire la jonction avec la poussée suivante.

Le mouvement est à une étape, mais là aussi « la Commune n'est pas morte » et plus encore que par le passé les braises vont demeurer vives et le feu prêt à rejaillir sur un événement imprévu. Cela peut aller très vite. A nouveau à l'image de la Commune de Paris, l'épisode aura été une répétition générale, un enseignement populaire essentiel. Le « libéralisme est à l'agonie » (Lucien Sève) le Peuple se construit pour l'achever.

● SERGE GROSSVAK



Changeons le travail

Après la table ronde sur les rapports entre travail et hors travail, Cerises s'intéresse au cœur même de l'activité humaine qui nous permet de faire société ensemble. Peut-on changer le travail ? L'évolution des forces productives ne conduit-elle pas à une remise en cause radicale de la coupure entre conception et exécution du travail ? Les syndicats, les partis prennent-ils la mesure des possibilités qu'ouvre une conception démocratique du travail ? Des Scop aux expériences syndicales pour reprendre en main le travail, nous ne partons pas de rien.



© Rémi Petit/humain XXI

Humain 21 est une série de portrait réalisée par le photographe Rémi PETIT. Il s'intéresse aux personnes qui ont choisi de vivre de leur savoir-faire manuel dans le cadre de circuits courts. Pour le photographe, c'est une manière de mettre en avant la conscience de l'autre, et celle de la portée de ses actes.

Son protocole est simple : travailler au moyen format argentique en couleur, en lumière naturelle, ne faire qu'une seule photo par rencontre, toujours de la même manière, en pieds et le regard vers l'objectif, et demander à chaque personne qu'il rencontre et photographie de lui indiquer une nouvelle personne vers qui aller. Ainsi, il a rencontré près de 200 personnes, et effectué un tour de France, en plusieurs fois, entre 2014 et 2018.

<https://www.remipetitphoto.com/>

Changer le travail, une utopie ?

Sylvie Larue



Christian Mahieux



Dans l'imaginaire collectif, seuls les artisans, les agriculteurs, les professions libérales ont le pouvoir d'organiser leur travail. C'est d'ailleurs au nom de cette formidable aspiration à pouvoir le faire qu'on nous vend « l'ubérisation » de la société. Effectivement, la relation de subordination à son employeur qui caractérise le salariat a des conséquences sur ce terrain aussi : on ne peut plus avoir la main sur l'organisation de son travail, on perd son autonomie, on accepte de travailler selon les objectifs et les consignes de l'employeur.

C'est dans le cadre de cette subordination qu'a été inventé l'organisation scientifique du travail¹, et théorisé la coupure entre conception et exécution du travail. Externalisation du savoir des ouvriers, dépossession de la maîtrise du travail, hyperspécialisation et pour finir travail en miettes, répétitif et astreignant, l'organisation du travail a été profondément modifiée pour augmenter la productivité et répondre aux nouvelles exigences des capitalistes.

Nous faisons l'hypothèse que cette coupure entre conception et exécution du travail est aujourd'hui en crise. L'idée qu'il y aurait d'un côté les gens qui sont faits pour penser, commander, et de l'autre des gens qui sont faits pour exécuter, agir, a toujours été combattue par une partie du mouvement ouvrier. Sa réfutation est au

¹. Management du travail mis au point par Frédéric Taylor et Henry Ford au début du 20^{ème} siècle dans l'industrie

cœur de combats pour l'émancipation, de résistances et luttes quotidiennes. Elle est déconnectée de la vie réelle, et ne correspond plus à l'état des forces productives. Le travail est de l'activité humaine, activité qui nécessite que l'on se mobilise entièrement, activité où l'on fait sans cesse des arbitrages, de plus en plus compliqués dans un environnement donné et dans une société de plus en plus complexe. Chaque jour les travailleurs-ses se démènent avec les moyens du bord pour accomplir les tâches qu'on leur assigne. Pour pouvoir le faire, ils-elles ont besoin de leur professionnalité, leurs connaissances, et leurs valeurs, de leur capacité à prendre des initiatives et à s'adapter face aux situations concrètes. Ils-elles ont aussi besoin des collectifs de travail au sein desquels il devrait être possible de débattre de la meilleure manière de résoudre les problèmes auxquels ils-elles sont confronté-es.

Or les techniques de management développées depuis les années 1990 empêchent ces délibérations collectives sur

cette coupure entre conception et exécution du travail est aujourd'hui en crise.



© Rémi Petit/humain XXI

l'activité et ont pour objectif de nier l'expertise des salarié-es. Les directions, les managers ont pour rôle de les transformer en militants inconditionnels de l'entreprise qui doivent renoncer à marquer le travail de leur personnalité. Normes, consignes, procédures, règlements censés guider l'activité de travail, elle-même de plus en plus évaluée et soumise à obligation de résultats, parfois imposées par des managers qui ne connaissent rien au métier, toutes ces prescriptions entrent en contradiction avec la nécessaire adaptation de l'activité en fonction des réalités concrètes, avec la liberté d'esprit qui permet d'inventer les moyens de résoudre les problèmes. De plus, des changements incessants de ces ensembles de prescriptions dénie l'expertise des travailleurs. Si dans un contexte où émergent de plus en plus rapidement de nouveaux savoirs, le travail doit effectivement évoluer, la stabilité est aussi essentielle. Tout changer continuellement et ne pas s'appuyer sur l'expérience des salarié-es, permet aux directions d'évincer les travailleurs-ses en tant qu'acteurs et actrices de l'organisation

du travail, mais c'est à double tranchant : le risque est de détruire ce qui permet aux salarié-es de s'adapter dans leurs tâches.

Le secteur public n'échappe pas à ces orientations. On ne compte plus le nombre de réformes de l'Éducation Nationale, ou d'injonctions nouvelles sans que les bilans ne soient tirés des précédentes. La RGPP, réforme des politiques publiques, grand chamboule-tout de la fonction publique destiné à réduire la voilure, faire mieux avec moins, a entraîné de nombreux dommages collatéraux et dénaturé nombre de missions des agents.

Dans le secteur privé comme dans le secteur public, ces nouvelles formes de management ont produit de la souffrance allant

Oser transformer le travail c'est rendre plus efficace l'activité syndicale.

jusqu'à des suicides sur les lieux de travail (Orange, Renault, SNCF, parmi les cas, un minimum médiatisés, malgré la censure organisée sur ce sujet). Qu'à cela ne tienne, nos gouvernants successifs se sont appliqués à supprimer les thermomètres. Médecine du travail, inspection du travail, CHSCT sont mis à mal, voire supprimés.

Dans cette situation, devons-nous « seulement » revendiquer une RTT pour souffrir moins longtemps et nous émanciper hors de notre travail ? Ou décider de reprendre la main sur notre travail et pour cela avoir plus de temps pour nous reposer, nous cultiver et vivre mieux notre travail.

Tout ce qui concourt à reprendre la main sur notre travail est un grain de sable dans les rouages du système. Libérer les potentialités humaines, pouvoir donner individuellement et collectivement du sens à ce que l'on fait et comment on le fait, doit constituer de nouveaux objectifs de lutte et contribuer à créer de nouveaux affrontements avec les logiques capitalistes.

Développer des stratégies syndicales qui conduisent à s'intéresser au travail réel, développer des coopérations entre chercheur-ses du travail et militant-es, construire des démarches collectives pour rendre visible le travail de chacun-e et lutter contre l'intensification du travail, restent encore des expériences trop isolées. Pourtant, mettre en commun des difficultés individuelles permet de façonner un collectif, de mettre en question l'organisation du travail dans ses procédures, ses modes de contrôle et d'évaluation, son besoin de hiérarchie. Oser transformer le travail c'est rendre plus efficace l'activité syndicale. En transformant concrètement le travail et en faisant la preuve sur le terrain que les travailleurs-ses sont les meilleurs acteurs-actrices de l'organisation de leur propre travail, c'est aussi construire un chemin vers l'autogestion. •

Organisation du travail et lutte de classes

Pierre Zarka



Cerises cherche à mettre en lumière ce qui est devenu souvent un angle mort de la lutte de classes, en tous cas de la part du mouvement social. L'organisation du travail (le management), s'appuie sur des travaux de sociologues et de psychologues en matière d'ergonomie du travail. Initialement, ces travaux visaient à mieux prendre en compte la part d'initiative possible des travailleurs, à réduire la pénibilité et le sentiment d'être l'appendice de la machine. La dénonciation de l'aliénation au (par le) travail a été un thème fort de Mai 68. Progressivement, le patronat s'en est emparé, pour, on s'en doute, tenter de résoudre une contradiction : comment accorder davantage d'autonomie aux travailleurs, mieux mobiliser l'individu dans sa totalité (les compétences) et verrouiller toute possibilité qu'ils en usent à leur avantage ? Jusqu'alors, c'étaient souvent

les travailleurs et les syndicalistes qui encadraient les apprentis ou étaient les référents pour être informés sur le déroulement du travail. Progressivement, en développant le management, comme les cercles de qualité de la fin de la décennie 70, le patronat s'est approprié ce terrain. Le plus souvent, la volonté de ne pas se laisser intégrer, volonté justifiée, a conduit le syndicalisme à se couper de cet enjeu.

L'exploitation ne se limite ni au salaire, ni aux conditions de travail. Si dénoncer la souffrance au travail est nécessaire, ce n'est pas suffisant pour faire prendre conscience des chemins de la domination. Ceux-ci peuvent aller jusqu'à la chasse aux temps de pause qui permettraient aux travailleurs de se parler librement. Les suicides survenus dans le cadre des entreprises reflètent le mal-être provoqué par les protocoles. L'aliénation ne se limite pas à la soumission, elle est l'empêchement d'accomplir son propre devenir. L'identité en est déchirée.

La conséquence idéologique est structurante. Il reste du syndicalisme le plus souvent, la revendication salariale, la défense des postes de travail et de l'entreprise. Ces affrontements nourrissent du capitalisme une image d'injustice voire de brutalité. Mais de lui abandonner, au nom des urgences, le terrain de l'organisation du travail, de la production des méthodes, fait de lui, le seul capable

d'organiser l'entreprise et au-delà d'organiser la société -même si c'est à son seul profit-. Lors du mouvement qui, il y a quelques années, avait animé ArcelorMittal, une Assemblée Générale a dénoncé l'inintérêt de Mittal pour la production d'acier, ajoutant qu'il avait bien fallu se débrouiller sans lui durant 20 ans. Conclusion ? « Il nous faut un repreneur » (sic). Plus largement, la moindre lutte sous-tend une question de pouvoir. Souvent non explicitée et donc la plupart du temps, perdue. L'enjeu de qui est le référent de l'organisation du travail est d'avoir un sérieux avantage sur cette question de pouvoir. Sortir l'autogestion de quelques cénacles ou de la défense d'entreprises menacées, passe par cet affrontement. •

L'aliénation ne se limite pas à la soumission, elle est l'empêchement d'accomplir son propre devenir

Pourquoi s'intéresser au travail ?

Nathalie Pierrard
SUD-Rail



Quelle drôle de question pour une syndicaliste ! Du plus loin que je me souviens, mon idée n'était pas de m'intéresser au travail en tant que tel, mais de m'intéresser aux personnes qui évoluent dans le même collectif : comprendre les interactions entre les personnes, le détournement des consignes et des règles pour mieux vivre au travail, l'inventivité de chacun et chacune, etc.

S'intéresser au travail, c'est avant tout vouloir développer cette notion de collectif de travail. C'est l'envie de faire partager des choses simples comme : « c'est ensemble que l'on fera avancer nos droits, qu'on satisfera nos besoins » et, ne rien omettre, même les plus petites initiatives... S'intéresser au travail, c'est aussi revendiquer des améliorations matérielles : un endroit décent pour déjeuner, des pauses pour souffler... Bref, la vie au quotidien. Et puis, quel que soit le travail que l'on réalise, dès lors qu'il s'agit d'une tâche socialement utile, comprendre que, lorsqu'on ne le fait plus, c'est la machine capitaliste qui peut s'effondrer.

Celles et ceux qui produisent ont la richesse entre leurs mains. Ce qui me conduit aussi à dire que, s'intéresser au travail signifie comprendre le lien de subordination du contrat de travail... lien de subordination qui peut, selon les entreprises et leur réglementation, générer des souffrances extrêmes.

A la SNCF, l'embauche d'un futur cadre signifie 4 ans de période d'essai. Ceci illustre à merveille ce lien de subordination : il faut semer la terreur à tous les niveaux. Ce qui amène une autre question : s'intéresser au travail des cadres ? Compliqué pour un ou une syndicaliste : les dirigeants font de leurs cadres, un genre de courroie de transmission, de fusible, qu'ils ne craignent pas de faire disjoncter avec toute une panoplie d'entretiens individuels d'évaluation, de fixation d'objectif, etc. Alors la question de s'intéresser au travail pour un syndicaliste se pose en d'autres termes, il ne s'agit plus seulement du travail, mais des organisations du travail qui génèrent chez les salarié.es un réel mal-être parce que pas de moyens, des objectifs irréalistes, des pressions incessantes, des organisations qui laissent peu d'autonomie, cette autonomie qui rend le travail supportable.

Nous nous intéressons au travail dans la mesure où, il s'agit d'exiger que les salarié.es aient les moyens de bosser : moyens humains, matériels, etc. Ce n'est pas le souci des patrons ! Nous passons un tiers de nos journées dans cette activité nommée « le travail ». Cela pèse inévitablement dans notre vie sociale et personnelle. Raison de plus pour s'y intéresser lorsqu'on veut changer fondamentalement la société ! ●

Le Snep-Fsu

Ce syndicat représente 10000 syndiqués pour environ 30000 enseignants d'EPS, et obtient 82 % aux élections professionnelles. Il revendique de prendre la main sur les contenus enseignés, et les grandes controverses de l'éducation.

Extrait du site <http://www.snepfsu.net/ColloqueEPS2018/>

En novembre 2018, le Snep-Fsu organise la 2^{ème} édition d'un colloque sur l'éducation physique et sportive en France. Ce colloque, qui a un écho international, devient un lieu incontournable de débats et de rencontres sur l'éducation physique et sportive française et ses liens avec la société.

Plus de 80 intervenants(es) d'horizons très différents échangeront sur le sport, l'art et les questions sociétales. 24 enseignants(es) d'EPS présenteront des expériences vécues d'une EPS de l'enseignement d'un sport et d'un art

émancipateurs, prometteurs pour l'avenir. Cette EPS du quotidien, ambitieuse et visant la réussite de tous et toutes, s'oppose aux réformes actuelles et aux enrobages notionnels qu'affiche l'institution, pour en camoufler l'ampleur. Les enseignants travaillent eux dans la vraie vie, celle où le besoin des élèves est d'étudier la culture des activités sportives et artistiques... A une école primaire qui peine à assurer l'horaire officiel, à des programmes collège vides, sans exigence d'apprentissage dans les Activités Physiques Sportives et Artistiques, à des réformes du lycée et de l'entrée dans l'enseignement supérieur qui discriminent et sélectionnent encore plus, **le SNEP-FSU invente, reconstruit avec les collègues, des propositions alternatives.** L'institution saura-t-elle rebondir sur cette formidable dynamique que sait faire vivre notre profession ?

Ce colloque a pour ambition de travailler la place de l'EPS dans la société et

l'école de demain. Un plongeon dans les tensions complexes que notre discipline entretient avec le sport, avec l'art et la société dans une Ecole qui, au lieu de délaissier les classes populaires comme celle que nous vivons aujourd'hui, saurait promouvoir l'ambition de démocratisation des savoirs pour tous et toutes. ●

Les enseignants travaillent eux dans la vraie vie

Partage d'expériences



© Rémi Petit/humain XXI

Plateau de travail dans une grande entreprise quelque part en Bretagne. Les salariés sont la plupart du temps isolés malgré l'organisation de l'espace de travail en open space. Parfois dans les réunions d'équipes, dans les formations, il y a quelques échanges sur la façon dont les salariés s'organisent dans leur travail, à leur initiative.

Ressentant ce besoin de parler du travail, et de la façon dont chacun(e) s'organise pour faire face aux problèmes rencontrés, le délégué du personnel Cgt décide, avec leur accord, de mettre

à disposition de tous ses collègues du plateau, du temps de délégation syndicale pour faire du partage d'expériences, et les détache pour une heure.

Prétextant la nécessité de service, la direction empêche la réunion et propose de l'organiser. Les salariés du plateau à l'heure où nous bouclons Cerises, n'ont toujours pas été invités à la réunion de la direction.

Toute ressemblance avec une situation réelle ayant existé n'est aucunement le fruit du hasard...

● SYLVIE LARUE

Militant syndical, syndicat et travail

Marc Tzwangue
SUD Renault



celle d'enrichir une classe sociale de possédants. Le travailleur est, dans la plupart des cas, considéré comme un simple exécutant à qui on demandera peut-être, dans certaines entreprises, de trouver des moyens pour être encore plus productif, faire des économies (primes de suggestions par exemple). L'organisation syndicale négociant le montant des primes...Le poids des chaînes.

Cette organisation archaïque du travail nie la capacité créatrice des travailleurs, qu'ils soient ingénieurs ou ouvrier de production, leur formidable potentiel d'innovation¹. L'importance de l'entreprise comme création de liens sociaux, du travail comme émancipation. Elle les enferme dans un découpage des tâches et une non reconnaissance de leur travail. Les syndicats et les syndicalistes se sont adaptés à cette situation et ont pour la plupart été intégrés dans le système. Ceux sont des « partenaires » sociaux.

Dans certaines circonstances le syndicat peut être amené à utiliser les compétences des salariés pour proposer des contreprojets lors par exemple de la fermeture d'une usine ou d'une chaîne de production. C'est ce qui avait amené la CGT à piloter le projet d'un petit véhicule populaire, la « NEUTRAL », dans les années 80, pour sauver l'Usine de Renault Billancourt avec l'aide d'ouvriers et d'ingénieurs.²

1. Sur la créativité des travailleurs lire l'ouvrage de Robert Kosmann, sur «la perruque» : https://www.syllepse.net/sorti-d-usines-r_21_i_740.html
2. http://auto-pub.net/page_Renault_Neutral.htm

Plus récemment, c'est aussi le cas lorsque des syndicalistes contestent les choix des dirigeants de l'industrie automobile concernant les émanations des moteurs (Diesel et essence) et les conditions de travail des salariés, comme en 2016 à Renault Lardy, lors de l'affaire du diesel gate.³

Ce dernier exemple illustre que les syndicalistes ont tout à gagner lorsqu'ils font prendre conscience à leurs collègues de la nécessité de dépasser leurs revendications immédiates. Qu'ils peuvent contester leur rôle de simples exécutants et donner, proposer voire imposer leur place centrale dans l'organisation du travail.

Pour y arriver, les syndicalistes doivent aussi proposer des débats sociétaux, qui abordent sous différents angles les questions d'écologie, de productivisme, de rapports hiérarchiques, de services publics, de solidarité, etc. Par exemple le syndicat SUD Renault Guyancourt a initié en janvier deux débats auxquels étaient conviés tous les salariés du site. Le premier sur les gilets jaunes avec des gilets jaunes de province présents depuis le début sur un rond-point⁴ et le deuxième sur la situation au Brésil suite à l'élection de Bolsonaro, avec la participation d'un responsable syndical brésilien.⁵ ●

3. <https://www.youscribe.com/BookReader/In-dex/2690262/?documentId=2853589>

4. <http://sudrenault.org/tract-du-14-janvier-2019>

5. http://sudrenault.org/IMG/pdf/tract_no2-2019.pdf

C'est loin l'Amérique ? Tais-toi et nage !

Patrick Silberstein



Patrick Silberstein Membre du groupe de coordination de l'Encyclopédie internationale de l'autogestion (six tomes à paraître en avril 2019 aux éditions Syllepse).

Décembre 2018. À la veille des négociations contractuelles, la General Motors annonce 14000 suppressions de postes et la fermeture de cinq usines en Amérique du Nord. La direction affiche la couleur : « GM n'est plus une firme automobile et mise désormais sur les voitures autonomes », « GM ne veut plus d'émission de CO2, car l'avenir de la planète est en jeu »...

Dans la vraie vie, il en va tout autrement. La fermeture frappe en effet un des sites de production de la Volt, une voiture électrique et la GM produit toujours à tire-larigot des camions et des SUV. Amener les GM à résipiscence à la veille des négociations, réorganiser la production sur leur dos, augmenter les profits, c'est bien entendu l'objectif. Jusque-là rien de bien original.

2008 : en pleine débâcle financière, la Maison-Blanche et Ottawa renfloue la G.M avec le soutien de la direction du syndicat de l'automobile, l'United Auto Workers (UAW). Insatisfait des choix politiques de leur syndicat, un groupe de syndicalistes élabore un plan alternatif : un système de transports publics réduisant la dépendance à l'égard du pétrole et assurant la reconversion industrielle (bus, trains, éoliennes, etc.)¹. Pour démontrer le « réalisme » de ses propositions, le groupe rappelle la facilité avec laquelle, en 1942, l'industrie automobile s'était mise au service de la production de guerre avant de se réadapter dès 1945 à la nouvelle conjoncture.

1. Ceci n'est pas sans rappeler le « plan de la Lucas Aerospace ».

2018 : alors qu'une certaine presse économique canadienne demande au gouvernement de nationaliser la G.M², une idée folle surgit de l'assemblée générale réunie à Oshawa (Ontario). Il faut prendre (*takeover*) l'usine et construire une alliance entre les lieux de production et leur environnement, entre salarié-es et communautés d'habitant-es. Pour que le ketchup prenne, il faut plus que défendre l'emploi, il faut un *New Deal* vert qui lui-même a besoin d'une large coalition de forces diverses que la gauche de l'Amérique sait construire.

Pour la syndicaliste Wendy Thomson, « *l'argent public doit servir à construire un système de transports qui réponde aux besoins de l'Amérique* ». Retraîtée de chez Ford, Diane Feeley synthétise dans *Labor Notes* une stratégie syndicale qui se décline mais ne se découpe pas : faire céder la G.M, maintenir l'emploi, réorienter l'entreprise vers la production de biens socialement utiles, impliquer salarié-es, résident-es et collectivités locales : « *Les salarié-es de l'automobile et leurs communautés doivent pouvoir prendre ensemble les décisions nécessaires à la transition verte et à l'emploi* ». Il faut pour cela « *se saisir des usines et les réorganiser sous la forme de "worker/community co-ops"* ». ●

2. *The Star*, 26 novembre 2018; Sam Gindin, *The Bulletin*, « *Arguing for taking public control of the Oshawa plant* ».



© Rémi Petit/humain XXI

Libérer le travail, un impensé de la gauche



© Rémi Petit/humain XXI

Un mouvement social fort pour la liberté du travail pourrait contribuer à la reconstruction d'un pouvoir d'agir populaire.

Thomas Coutrot¹ vient de publier un livre qui soulève de vraies questions qu'il nomme « impensé de la gauche » : les droits des salariés à décider de l'organisation de leur travail. Voici quelques points, tels que je les ai perçus. Bien qu'un tiers des salariés se dit heureux au travail, le travail est en souffrance. A l'insécurité de l'emploi s'ajoutent l'intensification du travail et la réduction des marges de manœuvre laissées aux salariés pour atteindre des objectifs trop souvent inatteignables comme par exemple les protocoles qui indiquent et minutent les démarches à suivre, les écarts réduits entre le travail prescrit et le travail réel, entravent la créativité du salarié, empêchent de bien faire son travail et le travail y perd son sens.

Or, cette liberté du travail relève du patronat. L'auteur considère qu'elle a été trop longtemps délaissée par les syndicats dont les priorités étaient les salaires et la durée du temps de travail. Pourtant, la liberté d'organiser comment produire est urgente. La fin du travail est un mythe né du déterminisme technologique et numérique. Les salariés ont opposé de nombreuses résistances au taylorisme, de la révolte des O.S dans les années 60 à la contestation du toyotisme dans les années 80.

Les diverses expériences d'organisation autonome du travail génèrent des gains de productivité et un mieux-être au travail. Malgré cela, elles se heurtent à des obstacles

1. Ancien porte parole d'Attac- animateur des économistes attérés

venus d'un patronat qui ne supporte pas de perdre du pouvoir et de salariés qui restent dans des relations de subordination. Le patronat les soumet à des exigences croissantes de profit, lesquelles ne font pas bon ménage avec l'autonomie au travail.

Pour le travailleur ce qui lui importe, c'est que la production soit vendue et son salaire payé. Il devient dépendant de la croissance du capital, quelles qu'en soient les conséquences pour lui, les autres ou la nature.

La dépossession des salariés de leurs droits et de leur pouvoir d'agir sur l'organisation du travail les détourne de la vie politique : des données statistiques soulignent le parallélisme entre la dégradation des conditions de travail et la montée de l'abstention et de l'extrême droite... Comme si la passivité contrainte au travail induisait une passivité citoyenne.

Un mouvement social fort pour la liberté du travail pourrait contribuer à la reconstruction d'un pouvoir d'agir populaire. Des pistes variées sont proposées : reconnaissance du travail concret, de la valeur d'usage, travail collaboratif (coopération entre pairs autour d'un projet commun), coopératives, autogestion.

Ajoutons-y une nouvelle définition des communs : « une manière d'organiser collectivement et démocratiquement la production et l'accès à des ressources quelle que soit leur nature ». Appuyons-nous sur le « care »² et l'écoféminisme, ainsi que sur le travail vivant. Pour affirmer la démocratie dans l'entreprise, c'est-à-dire l'égalité et la liberté

2. L'éthique de la sollicitude, parfois appelée éthique du care (de l'anglais *Ethics of Care*), est une réflexion morale récente, issue dans les pays anglophones d'approches et de recherches féministes dans ce domaine.

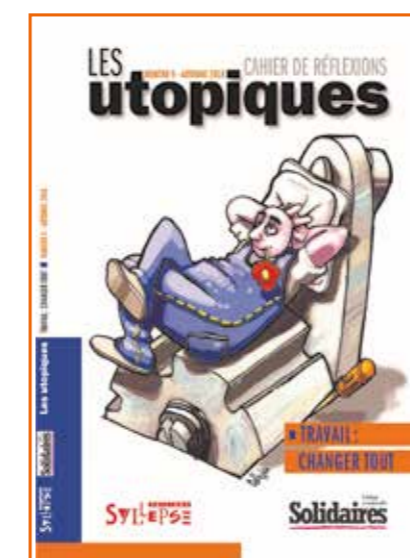
au travail, la force du travail vivant, il faut libérer les salariés du lien de subordination qu'exercent sur eux les actionnaires via le marché du travail par une sécurité sociale du travail, un salaire à vie... L'auteur suggère de s'appuyer sur le syndicalisme et le mouvement écologique, pour construire un bloc historique des habitants de la planète pour la défense et la promotion de la vie sous toutes ses formes !

● DANIEL MAUDUIT



« Libérer le travail, pourquoi la gauche s'en moque et pourquoi ça doit changer » Thomas Coutrot Editions du Seuil mars 2018 20 €

« Travail : changer tout »,



C'est le parti-pris du n°9 des Utopiques : luttes contre les intoxications aux pesticides par Triskalia en Bretagne ; construction collective de formations syndicales ; l'accident industriel d'AZF ; les violences contre les femmes ; un tract en bande dessinée. On trouvera aussi, des contributions liées aux échanges des journées « Tout le monde déteste le travail » et « Libérer le travail ». En filigrane, comment à se dessiner des pistes nouvelles ou plus simplement renouvelées sur lesquelles pourraient se remodeler des bourses du travail 2.0. Enfin, quelques articles hors dossier : un sur 70 ans de chansons pour la Palestine, deux à pro-

pos du chant guerrier La Marseillaise, et une introduction à une œuvre d'ampleur sur le premier âge du capitalisme.

Ont contribué à ce numéro : Jean-Pierre Anselme ; Sidi Mohammed Barkat ; Eric Beynel ; Alain Bihr ; Bernard Bouché ; Alain Chartier ; Alain Damasio ; Emmanuel Dror ; Gaëlle Differ ; Bernard Girard ; Lucie Goussard ; Serge Le Quéau ; Danièle Linhart ; Frédéric Lordon ; François Marchive ; Pascal Marichalar ; Norbert Merjagnan ; Michèle Rault ; Claire Robert ; Philippe Saunier ; Guillaume Tiffon ; Pascal Vitte.

www.lesutopiques.org

À quelles conditions, le fait de se mettre en Scop permet-il de transformer le travail ?

Benoit Borrits



En France, la coopérative est une société commerciale de type SA, Sarl ou SAS dont les statuts comportent des formes dérogatoires telles que la délibération sur la base d'une voix par personne et la rémunération limitée des parts sociales. La forme Scop impose que les salariés soient majoritaires au capital et qu'ils représentent deux-tiers des voix.

Quelle que soit la forme de société, les propriétaires désignent la direction de l'entreprise, laquelle nomme l'encadrement qui fait travailler l'ensemble des salariés dans le sens des propriétaires. S'il s'agit d'une entreprise classique de type actionnariale, la motivation des actionnaires est de valoriser le capital : la direction a pour objectif de dégager une marge entre la valeur ajoutée et les salaires de façon à tirer de juteux dividendes. S'il s'agit d'une Scop, la direction est alors censée travailler dans le sens des salariés, ce qui nécessite de définir ce que cela veut dire.

Notons tout d'abord que le sens de la subordination propriétaires-encadrement-salariés est déterminé par la nécessité, pour les actionnaires, de contenir la masse salariale dans la valeur ajoutée de façon à extraire du profit. Or ce modèle est en crise comme en témoignent les quelques expériences d'entreprises libérées, de sociocratie ou d'holocratie, dans

lesquelles les propriétaires cherchent à repenser la hiérarchie de l'entreprise en faisant intérioriser aux salariés les nécessités des actionnaires : si les salariés sont appelés à débattre de tout et à s'auto-organiser, les sujets sensibles tels que les salaires ou les objectifs de gestion, restent soigneusement hors de portée du débat...

Paradoxalement, les Scop n'ont jusqu'à présent que peu investi ces nouveaux concepts et sont restées dans une subordination classique propriétaires-encadrement-salariés sauf que les propriétaires se confondent avec les salariés... ou presque. En effet, si les salariés doivent être majoritaires au capital de l'entreprise, rien n'impose qu'une majorité de salariés soient sociétaires. Il existe donc des Scop dans lesquelles le sociétariat est limité à une minorité des salariés – l'encadrement par exemple – et dont le fonctionnement ne diffère guère des entreprises classiques. La première condition d'un changement du sens du travail en entreprise est donc un sociétariat accessible à toutes et tous, avec le moins d'exceptions possibles.

Une fois ceci posé, la question du sens du travail reste entier. Si nous nous limitons à une lecture strictement libérale de la Scop, nous pourrions dire que l'objectif des salariés est de maximiser leur plus-value, sachant qu'ils la récupéreront



© Rémi Petit/humain XXI

intégralement puisque la notion de profit n'existe plus (on parle alors d'excédent de gestion). Le fait que l'orientation de l'entreprise se fasse par la valeur ajoutée et non le profit est donc une première avancée dans le sens d'un travail moins contraint par le profit, et s'orientant plus vers la validation marchande de la production.

Pour autant, se limiter à cet aspect est réducteur dans la mesure où l'on constate

que lorsque les salariés contrôlent leur direction, ils questionnent toujours les conditions de la production antérieure et souhaitent dépasser l'aspect strictement marchand de leur production, en y intégrant des critères de qualité et de sens du travail : allons-nous au travail le matin pour gagner notre vie ou pour réaliser un travail utile à autrui ? C'est ainsi que dans toutes les reprises en Scop par les salariés, on y constate une dimension sociale et écologique, les exemples

les plus symptomatiques étant ceux de Scop-TI (ex-Fralib) ou les glaces La Belle Aude (ex-Pilpa) qui refusent désormais d'utiliser des arômes de synthèse dans leur production.

Une participation inclusive de toutes et de tous aux décisions de l'entreprise, un dépassement à réaliser de la hiérarchie encadrement-salariés : si la Scop n'est pas cela en soi, elle en ouvre la possibilité. ●



Appel à contribution

Le prochain dossier de *Cerises* la coopérative traitera de l'Europe. Peut-on faire la révolution en Europe ? Dans un seul pays ?

Vous pouvez adresser vos contributions à cerises@plateformecitoyenne.net

Erratum

Dans notre dossier du mois de février s'est glissé une erreur à propos du *schmates* défini comme un mot juif...

Qu'on se le dise: il y a des blagues juives (à la télé en ce moment), des mères juives, mais pas de langue juive. Les juifs pratiquant prient en hébreu. Les Juifs parlent la langue du pays d'établissement, mal au début. Ils parlent l'hébreu en Israël. Ils parlent (parlaient) le yiddish en Europe ukraino-russo-polonaise, orientale et centrale ce qui a fait, selon Trotsky qui ne la parlait pas, de cette langue, par la grâce de la diaspora et de l'Internationale, une des langues de la révolution d'Odessa à New York en passant par Belleville. D'autres encore parlaient le ladino dans le bassin méditerranéen, voire en Amérique du Sud. Mais ils ne parlent pas le juif et ne l'ont jamais parlé. Il n'y a que les libraires de la FNAC et les idéologues sionistes pour classer en " littérature juive " les auteurs yiddish et les auteurs séfarades.

Azoï

● PATRICK

Communs, commune, communalisme



CQFD est un journal de "critique et d'expérimentations sociales". Volontiers gouaillier et irrévérencieux, il raconte, en mots et en dessins, le réel sous un angle local et libertaire. Son dernier numéro s'attarde sur le récit des mobilisations en jaune et décrypte de Toulouse à Commercy (avec un article de l'excellent Pierre Souchon) un mouvement qui n'entre pas dans les cases.

Le mensuel explore, dans sa livraison de mars, les chemins pour faire "commune". Son dossier est une mine stimulante de réflexions sans tabous autour du "comment faire ensemble à l'heure de la mondialisation des enjeux?". Après un entretien croisés entre l'historienne libertaire Marianne Enckell et le sociologue Pierre Sauvêtre (qui permet de clarifier - un peu... - les enjeux entre municipalisme et communalisme), nous passons aux expérimentations avec un exemple en milieu rural (Saillans et son expérience de démocratie directe) et en milieu urbain (Barcelone où la ville populaire résiste à sa gentrification.). Le détour par le Rojava nous donne plus d'espoir que le passage par Grenoble.

Ce numéro mordant de CQFD est une belle éclaircie de fin d'hiver avant de voir arriver le printemps : à retrouver en kiosque avant la fin du mois !

● LAURENT EYRAUD-CHAUME

Isabelle Garo, Communisme et stratégie

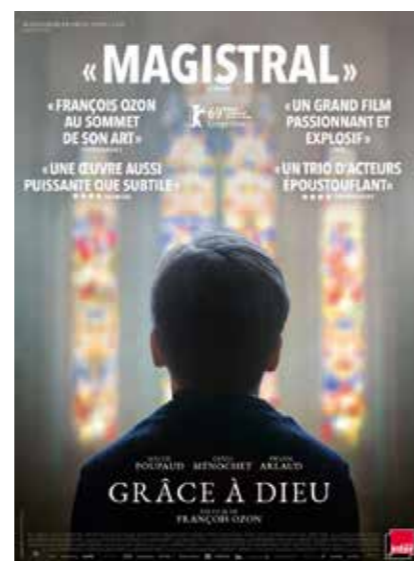


Le livre que publie Isabelle Garo est d'une grande importance pour ceux et celles, en nombre toujours croissant, qui considèrent la question du communisme comme une question vivante. Alors qu'on pouvait croire cette question à jamais enterrée après les échecs du XXe siècle, elle refait surface sous diverses formes. Mais c'est paradoxalement à travers des réflexions souvent plus philosophiques que politiques. Le livre entreprend la critique de ce nouveau corpus, à travers certaines de ses illustrations les plus connues : Alain Badiou, Ernesto Laclau, Toni Negri, Pierre Dardot et Christian Laval... A la lumière de ces travaux et de leur critique, Isabelle Garo examine la conception de Marx, pour qui être communiste était un choix politique avant d'être une question théorique. Les pages de la Critique du programme de Gotha en sont éclairées de façon originale et quelque peu iconoclaste, et la question des rapports entre « communisme » et « socialisme » est reprise à frais nouveaux, en évitant les facilités de la tradition comme de sa critique. Enfin, Isabelle Garo ouvre la réflexion sur le rôle des médiations dans l'action politique des communistes.

Communisme et stratégie, Paris, Éditions Amsterdam, 336 pages, 19 euros

● LAURENT LEVY

Grâce à Dieu de François Ozon



« La lune se taisait comme vous vous taisiez... » Jean Ferrat

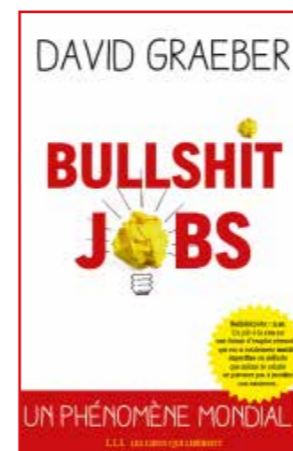
Ozon a osé lever le tabou de ce qu'il faut bien nommer : la pédocriminalité dans les rangs de l'Église catholique. Le film est dans les salles au moment où un prêtre du diocèse de Lyon est mis en examen et où le cardinal Barbarin 1 primat des Gaules est aussi accusé d'avoir tué ces crimes contre des enfants de son diocèse. Hasard du calendrier le film est sorti au moment où le pape François réunissait 190 évêques du monde entier pour que l'institution qu'il représente ouvre enfin les yeux et agisse concrètement. Le film reprend le combat de ces enfants devenus adultes, meurtris dans leur chair à tout jamais. Il ouvre plein de questions : Pourquoi ce silence alors que la hiérarchie catholique savait depuis longtemps ? Pourquoi minimiser un acte qui aurait dû depuis longtemps être qualifié de crime ? Le film ouvre aussi le débat sur l'imprescriptibilité des crimes sexuels. Il soulève toutes ces questions à la fois avec toute la finesse cinématographique du réalisateur. Il aborde un sujet de société d'une grande gravité sans tabou et sans pathos qui ne concerne pas que l'Église catholique.

A voir...

● DANIEL ROME

1. Le cardinal Barbarin vient d'être condamné à 6 mois de prison avec sursis. Il a envoyé sa démission au Pape François.

Bullshit jobs



Alors que les gains de productivité n'ont jamais été aussi élevés, se développent dans tous les secteurs d'activité des « bullshit jobs » en français dans le

texte : des boulots de merde, des jobs à la con ! David Graeber anthropologue américain et militant de la gauche radicale a mené une enquête sur ce phénomène qui s'est étendu dans toutes les sphères d'activité. Le travail et le sens du travail sont complètement dénaturés sous l'effet de la logique néolibérale.

« La règle générale semble être que plus un travail bénéficie clairement aux autres, moins il est rémunéré ». Ainsi l'enseignant, le personnel soignant, le cheminot ou l'éboueur sont rémunérés 30 à 50 fois moins qu'un trader !

L'auteur après avoir défini ce concept et le type d'emploi concerné montre que ces boulots rendent malheureux et font subir à celles et ceux qui le font une véritable violence. Il s'interroge sur les raisons du développement de ce type d'emploi. Il soulève une vraie question : pourquoi la/les sociétés restent l'arme au pied sur ce sujet ? Aujourd'hui une partie de la jeunesse n'a pas d'autres choix que ces « bullshit jobs ». Une des propositions de Graeber serait la garantie universelle des moyens de subsistance à relier à la proposition de B. Friot et son « salaire à vie ».

David Graeber « Bullshit jobs » Editions Les Liens qui libèrent- 393 p -25 €

● DANIEL ROME

Petit jeu de Cerises : avant de lire le livre, à partir de la définition amusez vous à lister les bullshit jobs dans votre environnement ?

Dans les années de plomb, la horde

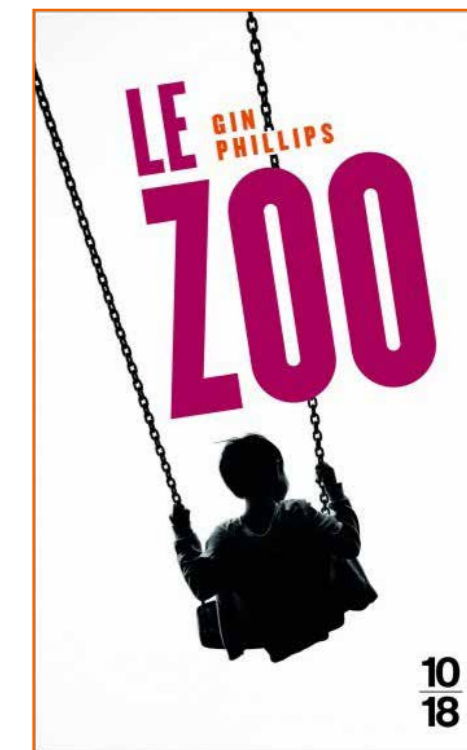


En ces temps où d'aucuns imaginent renvoyer 40 ans après, des activistes italiens qui ont refait leur vie de ce côté-ci des Alpes, on (re)lira avec intérêt cet ouvrage consacré à « la grande vague révolutionnaire » des années 1968-1977 en Italie. Cet ouvrage retrace le déroulé chronologique de cette aventure d'une gauche souvent caricaturée en décrivant de façon assez précise et didactique le contexte et les moteurs de cette évolution. Vu de France, on imagine souvent de façon schématisée le climat de l'Italie des années 60, la chape de plomb DC/PC, l'emprise vaticane sur la démocratie chrétienne, le « néo stalinisme mou » du parti communiste institutionnel. La donne antifasciste de la reconstruction d'une république italienne au lendemain de la guerre et du fascisme aura modelé profondément une culture politique dont la « lotizzazione » n'est qu'une manifestation. Où pouvait se construire une alternative ? A l'ombre des bases américaines ? Dans le sillage de l'europanisme naissant ? Cet ouvrage militant est une lecture utile par ces temps troublés. Sa conclusion ne masque rien de grandes questions qui nous restent aujourd'hui posées. Au destin des utopies...

La horde d'or, Italie 1968-1977, Nanni Balestrini & Primo Moroni, éditions L'Éclat, 1988 Milan, 2017 Paris, 670 pages, 25€

● PATRICK VASSALO

Le zoo des inquiétudes



A l'heure de la fermeture du zoo, une ambiance bizarre envahit la pénombre et d'étranges bruits se font entendre. Comment Joan va s'en sortir avec son fils ? Quels sont ces ombres, ces espoirs rassurants ? Ce crépuscule mortel porte une tension grandissante où chaque personnage se la joue décalé, à contre emploi et contre temps. On imagine la vision glauque qui s'empare de ce parc animalier. On aimera -ou pas- ce polar où les peurs disloquent la raison, dans des chevauchées folles où des destins individuels détruisent tout sens.

Le zoo, Gin PHILLIPS, éditions 10/18, 2017, 285 pages

● PATRICK VASSALO



Éloge et condamnation des murs

Vive les murs qui soutiennent les toits
À bas les murs érigés en barrières
Vive les murs qui protègent du froid
À bas les murs qui servent de frontières
Vive les murs abritant des écoles
Et ceux des cours où courent des farandoles
À bas les murs couverts de barbelés
Faits pour barrer la voie aux réfugiés.
À bas les murs garnis de miradors
Vive les murs des chambres où l'on dort
À bas les murs qui font grandir la haine

Vive les ponts et les routes humaines
À bas les murs qui ouvrent des blessures
(Jamais les murs n'ont fait le monde sûr)
Vive les murs qu'éclairent des fenêtres
Vive les murs que le soleil pénètre
Les murs murant le monde murmurant
font de ce monde un champ de mines indigne
À bas les murs qui divisent les gens
Vive les murs où peut pousser la vigne.

● FRANCIS COMBES

24 février 2019



Mur à pêches à Montreuil

Appel du Mouvement Poétique Mondial le WPM (world poetry movement)

Pour un monde sans murs

« Aujourd'hui, nous pouvons voir, à différents endroits sur la Terre (Amérique, Europe, Moyen-Orient, Inde ...) que de nouveaux murs qui divisent les gens sont en train d'émerger. Murs de béton, murs de barbelés ou des murs plus invisibles mais très hauts construits par l'argent et les inégalités.

En tant que poètes participant au Mouvement Mondial de la Poésie, nous défendons un monde exempt de toute discrimination entre les peuples, de par leur couleur, leur identité nationale, leur statut social, leur sexe ou leurs croyances. La poésie est un moyen de faire tomber les murs, les murs entre nous et les murs en nous.

C'est pourquoi nous appelons tous les poètes du monde à participer à la campagne internationale pour un monde sans murs et à organiser des événements dans leurs pays au cours du mois de février 2019 ».



Le noyau de la nouvelle équipe est constitué de Benoit Borrits, Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Emile Fabrol, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Laurent Lévy, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Makan Rafatjou, Daniel Rome, Patrick Silberstein, Pierre Zarka, militant-e-s de l'émancipation cheminant au sein de l'ACU, d'Alternative libertaire, d'Attac, de l'Association Autogestion, du réseau AAEF, d'Ensemble, de FI, du NPA, de l'OMOS, de Solidaires ...

Comme dit dans le Manifeste, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis sur la nouvelle formule cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

www.cerisesenligne.fr